



L'Europe au féminin : pour une parité dans les institutions de l'Union renouvelées en 2014



Auteur : Pascale Joannin

A l'occasion de la journée de la femme qui se tiendra le 8 mars, la Fondation Robert Schuman publie un texte de Pascale Joannin intitulé "L'Europe au féminin : pour une parité dans les institutions de l'Union renouvelées en 2014". 2014 est une année déterminante pour l'Europe car toutes les institutions seront renouvelées (Parlement, Commission, Haut représentant pour les affaires étrangères, Président du Conseil européen). C'est l'occasion pour l'Union européenne de mettre en application les dispositions des traités qui prévoient l'égalité entre les femmes et les hommes: 2 femmes sur 4 à la tête des institutions et 14 commissaires sur 28.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Avenir/Europe - Elargissement - Extrémisme **Elections/UE** : PSE **Crise financière** : Allemagne - Portugal - Espagne - France - Grèce **Commission** : Paiements - Prévisions économiques - Confiance **Parlement** : Pauvreté - Environnement - Ukraine - Sécurité - Tabac - Criminalité - Train **Conseil** : Travail détaché - Finances **Diplomatie** : Commerce **Allemagne** : Franco-allemand - Election/UE **Espagne** : Justice - Projets - Canal/Panama **France** : Centrafrique **Italie** : Gouvernement **République Tchèque** : Avenir/UE **Roumanie** : Remaniement **Royaume-Uni** : Avenir/Europe - Immigration **Slovénie** : Remaniement **Ukraine** : G7 - Gel/avoirs - OTAN - Gouvernement - Crimée **Eurostat** : Chômage - Inflation **Eurobaromètre** : Climat **Etudes/Rapports** : Villes - Défense **Publications** : UK/UE **Culture** : Expo/Hambourg - Expo/Bâle - Allemagne/Carnaval - Expo/Biot

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Journées d'étude du groupe PPE



Les journées d'étude du groupe PPE se tiendront les 6 et 7 mars 2014 à Dublin. Le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani interviendra le 6 mars à la table ronde sur le thème "Rétablir la confiance en Europe"; le président du Comité scientifique, Jean-Paul Betbèze le 7 mars sur "Comment relancer l'économie sociale de marché". Cette réunion sera retransmise en direct sur : www.eppgroup.eu... [Lire la suite](#)

Les enjeux de l'élargissement

La Fondation Robert Schuman organisera le 12 mars 2014, en



partenariat avec la Représentation de la Commission européenne à Paris, une conférence sur les enjeux de l'élargissement de l'Union européenne à travers une réflexion sur l'Instrument d'aide de pré-adhésion (IAP). Plusieurs personnalités politiques européennes et des spécialistes des questions d'élargissement débattront du sujet. L'inscription est obligatoire à m.balent@robert-schuman.eu. Lire la suite

Populisme et extrémisme en Europe



Le groupe S&D du Parlement européen organisera le 5 mars un débat au Parlement européen sur le thème "Le populisme d'extrême droite et l'extrémisme en Europe". auquel participera Magali Balent, directrice des projets de la Fondation Robert Schuman... Lire la suite

Elections/UE :

Les socialistes adoptent leur manifeste électoral



L'Allemand Martin Schulz a été élu candidat à la présidence de la Commission européenne, le 1er mars à Rome, par les socialistes européens. L'actuel président du Parlement européen a été élu par 368 voix sur 404 (contre 2 et 34 abstentions), lors du Xe Congrès du Parti socialiste européen (PSE) auquel participaient quelque 800 délégués, dont tous les chefs de gouvernement socialistes de l'Union européenne.

Lors de ce congrès a été adopté le manifeste électoral du parti socialiste européen pour "une nouvelle Europe"... Lire la suite

[Autre lien](#)

Crise financière :

Baisse du chômage et excédent des comptes publics en Allemagne



Les données publiées le 27 février 2014 par l'Office du travail allemand montrent que le nombre de demandeurs d'emploi en Allemagne a diminué de 14 000 en février, à 2,914 millions en données corrigées des variations saisonnières soit un recul plus marqué qu'attendu. Selon les données brutes, le taux de chômage est également resté stable par rapport à janvier (7,3%). Par ailleurs, les comptes publics de l'Allemagne ont affiché en 2013 un excédent, de 300 millions d'euros, selon un chiffre définitif publié le 25 février par l'Office fédéral des statistiques Destatis. Ramené au Produit intérieur brut (PIB) du pays, cela se traduit par un léger excédent public proche de zéro... Lire la suite

[Autre lien](#)

Feu vert de la troïka au Portugal, nouvelle étape vers la sortie du plan d'aide



Le Portugal s'est vu décerner le 28 février 2014 un nouveau satisfecit par ses créanciers internationaux pour la mise en oeuvre de sa politique, franchissant une nouvelle étape vers la sortie de son programme d'assistance financière. Le feu vert des experts de la troïka (UE-BCE-FMI) ouvre la voie au versement d'une nouvelle tranche de crédit de 2,5 milliards d'euros sur un total de 78 milliards prévus par le plan d'aide mis en place en mai 2011. "Le Portugal termine la onzième évaluation de la troïka de manière positive. Désormais il n'en manque qu'une seule", s'est félicité le vice-Premier ministre portugais Paulo Portas en présentant les conclusions de la mission à la presse... Lire la suite

Contraction du PIB espagnol en 2013



D'après les chiffres publiés le 27 février 2014 par l'institut espagnol des statistiques (INE), l'estimation de croissance du PIB a été revue à la baisse à 0,2% pour le 4e trimestre de l'année 2013. Sur l'ensemble de l'année, il s'est contracté de 1,2%... Lire la suite

France : le chômage continue d'augmenter au mois de janvier



Selon les chiffres publiés le 26 février 2014 par le ministère du Travail et de l'Emploi, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a continué à grimper en janvier, avec 8 900 nouveaux inscrits à Pôle emploi (+0,3%), portant leur nombre à 3,31 millions. En incluant les chômeurs ayant eu une activité réduite (+23 600 en janvier, soit +0,5%), 4,92 millions de demandeurs d'emploi étaient recensés à la fin du mois dernier en France métropolitaine, et 5,22 millions avec les DOM... Lire la suite

Publication du rapport annuel 2013 de la Banque centrale grecque



Le 27 février 2014, le gouverneur de la Banque centrale grecque, G. A. Provopoulos, a présenté le rapport annuel 2013. Selon le gouverneur, la situation économique de la Grèce est en train de s'améliorer et il est prévu un retour à la croissance du PIB en 2014. Cette conjoncture est le fruit de mesures internes appliquées par le pays afin de relancer la croissance. M. Provopoulos a notamment évoqué l'élimination des déficits jumeaux (balance commerciale et déficit interne), la réforme du marché du travail et celle de l'administration publique. Cependant, la compétitivité d'Athènes reste toujours liée à la réalisation de réformes dans le secteur de l'éducation, de la santé, de la justice et surtout de l'imposition fiscale... [Lire la suite](#)

Commission :

Réduction des commissions multilatérales d'interchange (CMI)



Le 26 février 2014, la Commission européenne a rendu juridiquement contraignants les engagements de Visa Europe concernant la réduction de 40 à 60% des commissions multilatérales d'interchange (CMI). Celles-ci sont applicables aux paiements par carte de crédit, qui passeront à 0,3% de la valeur de la transaction. La réduction de ces commissions abaisse les coûts supportés par les commerçants lorsqu'ils reçoivent des paiements. Etant donné que les détaillants répercutent ces coûts sur les prix des biens et des services qu'ils vendent, ce sont finalement les consommateurs qui étaient défavorisés. Une réduction de ces commissions devrait bénéficier aux commerçants, mais aussi aux consommateurs... [Lire la suite](#)

Prévisions économiques d'hiver pour 2013-2015



Le 25 février 2014, la Commission européenne a publié ses prévisions économiques d'hiver pour la période 2013-2015 soulignant la poursuite de la reprise économique. Au printemps 2013, l'Europe est sortie de la récession pour connaître trois trimestres consécutifs de timide reprise. Le PIB devrait croître de 1,5% dans l'Union et de 1,2% dans la zone euro en 2014. La Commission estime que la croissance économique va augmenter de 2% dans l'Union européenne et de 1,8% dans la zone euro en 2015. Ces prévisions sont basées sur l'hypothèse de la mise en oeuvre des mesures adoptées qui stimulerait la confiance et les conditions financières, favorisant l'ajustement économique et améliorant la croissance. Elle dresse la situation de chaque Etat membre... [Lire la suite](#)

La confiance économique continue de s'améliorer



Le 27 février 2014, la Commission européenne a indiqué que la confiance économique s'améliorait en février 2014 par rapport à janvier 2014, pour le dixième mois consécutif. Elle a ainsi augmenté de 0,2 point dans la zone euro comme dans l'Union européenne. L'indice de confiance s'établit à 101,2 points dans la zone euro et à 105 points pour l'Union. La confiance s'est améliorée en Italie (+2,4 points), a crû en Allemagne (+0,4 point) et aux Pays-Bas (+0,6 point), et est restée stable en Espagne, mais a en revanche chuté en France (-1,4 point)... [Lire la suite](#)

Parlement :

Aide aux plus démunis : 3,5 milliards d'euros pour 2014-2020



Le 25 février 2014 par 592 voix, contre 61 et 31 abstentions, les députés européens ont maintenu le niveau du fonds européen d'aide aux plus démunis à 3,5 milliards d'euros pour 2014-2020. Ce programme permet la distribution d'alimentations, de biens matériels (vêtements, matériel scolaire) et le financement de politiques d'insertion. Les Etats membres doivent encore accepter cet accord informel... [Lire la suite](#)

Réduire les émissions de CO2 des nouvelles voitures



Les députés européens ont adopté le 25 février 2014 par 499 voix, contre 107 et 9 abstentions, de nouvelles dispositions afin de réduire pour 2020 les émissions de CO2 de 95g par km des nouvelles voitures. Le projet législatif autorise la méthode de bonification de 2020 à 2022,

c'est-à-dire une pondération favorable pour les voitures plus propres. Enfin les députés ont encouragé l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure d'essai mondiale pour les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers (WLTP) définie par les Nations unies... [Lire la suite](#)

L'UE doit soutenir financièrement l'Ukraine et appliquer des sanctions ciblées



Les députés européens ont adopté le 27 février 2014 une résolution appelant l'Union européenne à soutenir financièrement l'Ukraine, tout en appliquant des sanctions ciblées à l'encontre des responsables des violences du pays. Les autorités ukrainiennes doivent établir un dialogue politique entre les différentes forces politiques, maintenir l'intégrité territoriale du pays, lutter contre la corruption et organiser des élections libres, équitables et justes... [Lire la suite](#)

Un dispositif d'appel d'urgence dans les voitures d'ici 2015



Les députés ont adopté par 485 voix, contre 151 et 32 abstentions, un règlement imposant que d'ici 2015, les nouveaux véhicules utilitaires légers dans l'Union soient équipés d'un dispositif d'appel d'urgence, appelé eCall, afin d'alerter automatiquement les services de secours en cas d'accident. Le système eCall utilise la technologie d'appel d'urgence 112 et indique la localisation exacte de l'accident aidant les services de secours à arriver plus vite sur les lieux, à sauver des vies, à atténuer la gravité des blessures, et à réduire le coût des embouteillages... [Lire la suite](#)

Rendre le tabac moins attractif



Le 26 février 2014, les députés européens ont adopté par 514 voix, contre 66 et 58 abstentions, un projet législatif afin de rendre les produits du tabac moins attractifs pour les jeunes. Une alerte visuelle devrait être posée sur 65% de la surface du paquet et les cigarettes électroniques seraient réglementées comme des médicaments si elles permettent d'arrêter de fumer. Le texte autorise les arômes pour les pipes à eau, mais il les interdit dans les cigarettes et le tabac à rouler. Les Etats membres devront se positionner le 14 mars 2014... [Lire la suite](#)

Accélérer la confiscation des avoirs d'origine criminelle



Le 25 février 2014, les députés européens ont adopté par 631 voix, contre 19 et 25 abstentions, des mesures transfrontalières afin d'accélérer la confiscation d'avoirs d'origine criminelle comme des liquidités, des biens immobiliers ou des véhicules. Les avoirs issus de trafic de drogues, d'armes, de la traite d'êtres humains ou de la contrefaçon seront confisqués après la condamnation définitive. Le projet législatif doit encore être approuvé formellement par les Etats membres puis ces derniers auront 30 mois pour transposer cette directive en droit national. L'Irlande participera à ces dispositions contrairement au Royaume-Uni et au Danemark... [Lire la suite](#)

Rail : ouverture limitée à la concurrence



Les députés ont voté le 26 février 2014 en faveur de la concurrence relative au trafic ferroviaire afin de fournir de meilleurs services de transport aux passagers. Les autorités octroyant des contrats de services à un seul opérateur devront dorénavant ouvrir à la concurrence ou dans le cas contraire se justifier. Toutefois, les deux amendements approuvés par 439 voix, contre 207 et 16 abstentions affaiblissent la séparation entre la gestion des infrastructures et l'activité de transporteur. Ces dispositions permettent la poursuite des flux entre l'opérateur ferroviaire et le gestionnaire des infrastructures... [Lire la suite](#)

Conseil :

Accord sur les travailleurs détachés



Les négociateurs du Parlement européen et du Conseil ont trouvé un accord le 27 février 2014 permettant aux travailleurs temporairement détachés dans un autre pays de l'Union d'être mieux protégés. Le texte vise également à donner aux Etats membres une marge de manœuvre en termes de contrôles. Enfin, l'accord clarifie les dispositions afin d'évaluer si un détachement est réel ou s'il s'agit d'une tentative de contourner la

législation. Sur ce sujet , lire l'étude de la Fondation Robert Schuman : "L'encadrement du détachement des travailleurs au sein de l'Union européenne"...
[Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le Conseil approuve de nouvelles règles pour les systèmes de garantie des dépôts



Le 3 mars 2014, les 28 ministres de la Justice et de l'Intérieur de l'UE ont adopté leur position en première lecture sur un projet de directive visant à harmoniser davantage les règles de l'UE relatives aux systèmes de garantie des dépôts (SGD) et à améliorer la protection des déposants. Cette directive impose à toutes les banques l'obligation d'adhérer à un système de garantie de dépôt, de manière à ce que l'ensemble de leurs dépôts garantis, à savoir les dépôts allant jusqu'à 100 000 euros, soient protégés. Le Parlement européen, avec lequel un accord sur la directive est intervenu en décembre, pourra ainsi adopter celle-ci en deuxième lecture lors de la séance plénière qui se déroulera du 14 au 17 avril... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Réunion informelle des ministres européens des Affaires étrangères



Les 28 ministres européens des Affaires étrangères se sont retrouvés de manière informelle les 27 et 28 février 2014 à Athènes pour évoquer les questions commerciales et la coopération transatlantique. Ils ont abordé la stratégie et la coopération de l'Union européenne avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), évalué les conclusions du sommet de Bali de décembre 2013. Ils ont également mis en avant devant des entrepreneurs les avantages que l'Union européenne tirerait du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) sur l'emploi et la croissance en Europe. Enfin, ils ont discuté de la situation en Ukraine et de la relation entre l'Union européenne et le Myanmar... [Lire la suite](#)

Allemagne :

La relation franco-allemande: "un trésor à protéger" pour Sarkozy



L'ancien président français Nicolas Sarkozy était l'invité de la Fondation Konrad Adenauer à Berlin le 28 février 2014 pour y faire un discours sur la relation franco-allemande. Il a mis en avant que cette relation était un "trésor" et qu'à ce titre, elle devait être protégée. Il a déclaré que "cette amitié est existentielle et qu'elle constitue la fondation de l'Europe. Elle est notre trésor sacré commun. Comme elle est fragile, nous devons la protéger en renforçant de plus en plus ses murailles." Nicolas Sarkozy a également appelé l'Europe, dans son discours, à se re-concentrer sur le combat pour la démocratie, la paix et l'Etat de droit, qui sont les bases du bien-être d'après lui...
[Lire la suite](#)

Le seuil d'entrée au Parlement européen de 3% jugé anticonstitutionnel d'après l'Allemagne



Le tribunal constitutionnel allemand (Bundesverfassungsgericht) de Karlsruhe a jugé le 26 février 2014 que la clause fixant à 3% le nombre de voix minimal pour obtenir un siège au Parlement européen était anticonstitutionnel au regard du droit allemand. Cette clause irait à l'encontre des principes d'équité du droit de vote et d'équité des chances entre les partis d'après Andreas Voßkuhle, président du tribunal constitutionnel. En ce sens, d'après lui, la voix de chaque électeur devrait avoir une chance. Il existe pourtant un seuil pour être représenté au Bundestag. Chaque pays est libre de fixer ses règles électorales en vue du scrutin européen qui se tiendra en mai 2014. Jusqu'à présent 14 pays n'avaient pas introduit de seuil minimum pour entrer au Parlement européen... [Lire la suite](#)

Espagne :

Les députés espagnols votent pour la restriction du principe de justice universelle



Les députés du Cortes Generales, Parlement espagnol, ont voté par 180 voix, contre 137 le projet de loi restreignant le principe de justice universelle. Cette loi permet aux tribunaux d'enquêter sur des faits commis à l'étranger. Le texte réduit le nombre de personnes et les conditions nécessaires pour qu'un juge espagnol ait la possibilité d'enquêter sur un délit commis hors d'Espagne, spécialement pour des affaires de génocide ou crimes contre l'humanité. Ce texte de loi a été voté alors qu'un juge

espagnol avait émis un mandat d'arrêt international contre plusieurs personnalités chinoises, dont l'ancien président Jiang Zemin, dans le cadre d'une enquête sur des répressions faites au Tibet dans les années 1980-1990... [Lire la suite](#)

Mariano Rajoy annonce une baisse des impôts en 2015



Dans son discours annuel sur l'état de la nation, le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy a annoncé qu'au regard des résultats économiques de l'Espagne, il baisserait les impôts en 2015 pour les plus bas revenus (moins de 12 000 euros par an). Ceci devrait permettre au pays, d'après le Premier ministre espagnol, de baisser son taux de chômage et d'augmenter sa compétitivité sur la scène européenne et internationale. Cette annonce devrait permettre à 12 millions de personnes de payer moins d'impôts. Dans le même temps, pour inciter le secteur privé à embaucher, Mariano Rajoy a annoncé qu'il allait réduire pour une durée de 24 mois le montant des contributions sociales des sociétés pour les embauches de nouveaux salariés, mesure dont il espère qu'elle permettra de dynamiser l'emploi en Espagne... [Lire la suite](#)

Accord sur le financement de l'élargissement du canal de Panama



Après une crise de deux mois, le consortium international chargé des travaux d'élargissement du canal de Panama, dirigés par le constructeur espagnol Sacyr, et l'autorité du canal ont annoncé le 27 février 2014 un accord sur le financement du surcoût du chantier. La crise, liée à un surcoût estimé à 1,2 milliard d'euros (1,6 milliard de dollars), a entraîné un ralentissement des travaux et leur interruption pendant deux semaines en février sur l'un des plus gros chantiers de génie civil au monde, mettant en péril une livraison de la voie élargie prévue en 2015... [Lire la suite](#)

France :

Prolongation de la mission des forces françaises en Centrafrique



L'Assemblée nationale française a autorisé le 25 février 2014, après une déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, la prolongation de l'intervention des forces françaises en Centrafrique par 428 voix, contre 14 et 21 abstentions. Au sénat, 327 sénateurs ont voté pour et 3 contre. L'opération Sangaris, lancée en décembre 2013, vise à ramener le calme en Centrafrique. Si une première partie de la mission, qui visait à sécuriser Bangui, la capitale, a été atteinte, l'armée française s'attelle désormais à stabiliser le reste du pays... [Lire la suite](#)

Italie :

Le Parlement italien vote la confiance au gouvernement Renzi



Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi a obtenu, dans la nuit du 24 au 25 février 2014, le vote de confiance du Sénat par 169 voix, contre 139. Il a évoqué son calendrier de réformes, du système électoral à la justice en passant par une nette réduction du coût du travail. Comme son prédécesseur Enrico Letta, Matteo Renzi s'appuie sur une coalition gauche-droite : le Parti Démocrate (PD), le Nouveau Centre droite (NCD) d'Angelino Alfano, ministre de l'intérieur, et "Choix civique", parti centriste de Mario Monti. Le 25 février, il a obtenu la confiance de la Chambre des députés par 378 voix pour, contre 220 et 1 abstention. Dans les deux chambres, M. Renzi a abordé le sujet de l'intégration européenne et du prochain semestre de la présidence italienne du Conseil. "La tradition européenne représente la meilleure partie de l'Italie ainsi que sa certitude d'avoir un avenir", a-t-il dit... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

République Tchèque :

Milos Zeman évoque l'adoption de l'euro



Le 26 février 2014, le président tchèque, Milos Zeman a évoqué devant le Parlement européen l'adoption de l'euro pour son pays, dans deux à cinq ans lorsque la couronne sera stabilisée par rapport à la devise européenne. "Nous avons besoin d'une fédération européenne et non d'un État unitaire européen", a affirmé le Président tchèque, Miloš Zeman, dans son discours. Il s'est dit en faveur de politiques de défense et de fiscalité communes. Il a également soutenu des mesures communes dans les domaines des affaires sociales, de l'environnement et des transports. Le Président tchèque est le dernier chef d'État à s'être adressé au Parlement avant les élections... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Remaniement ministériel à Bucarest



Après plusieurs semaines de négociations, les deux principaux partis politiques de la coalition au pouvoir, le Parti Social démocrate (PSD) et le Parti National libéral (PNL), n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Le PNL a donc décidé de rejoindre l'opposition à deux mois des élections européennes et neuf mois de l'élection présidentielle. Victor Ponta, Premier ministre roumain, garde toutefois le soutien des conservateurs et des centristes de l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie (UNPR). Toutefois, les sociaux démocrates tenteront un ralliement avec le parti de la minorité hongroise (UDMR) afin de récupérer une majorité au Parlement. Un remaniement ministériel a eu lieu le 26 février 2014, étant donné que les ministres libéraux ont présenté leur démission en bloc. La nouvelle liste des ministres par intérim est disponible sur le site du gouvernement. Le vote au Parlement pour l'approbation du gouvernement aura lieu le 4 mars... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

À Londres, Angela Merkel plaide pour l'Europe



La chancelière allemande Angela Merkel a prononcé un discours, le 27 février 2014, devant les deux chambres du parlement britannique, dont le thème majeur était l'Europe. "Nous avons besoin d'un Royaume-Uni fort avec une voix forte dans l'Union européenne", a lancé la chancelière allemande aux élus. "Si nous avons cela, nous serons capables de procéder aux réformes nécessaires pour le bénéfice de tous".. [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni : hausse de 40% du solde migratoire net annuel



Le 27 février 2014, l'Office britannique des Statistiques a publié les chiffres des migrations à destination et en provenance du Royaume-Uni entre septembre 2012 et septembre 2013. Selon ces chiffres, le solde migratoire net annuel du Royaume-Uni a augmenté de près de 40% passant de 154 000 arrivées entre septembre 2011 et septembre 2012 à 212 000 entre septembre 2012 et septembre 2013. Le nombre de départs du Royaume-Uni est resté stable, à 320 000 migrants quittant le territoire entre septembre 2012 et septembre 2013 contre 343 000 l'année précédente. Le nombre d'entrées a augmenté, avec une baisse des arrivées de migrants non-européens et une hausse du nombre de migrants intra-européens... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Slovénie :

Remaniement ministériel à Ljubljana



Le parlement slovène a approuvé le 24 février 2014 la nomination de trois nouveaux ministres dont ceux de l'Economie et de la Santé, deux portefeuilles clés pour le redressement des finances du pays qui a évité de justesse en décembre le recours à un plan de sauvetage européen. La nomination de Metod Dragonja au poste de ministre de l'Economie, d'Alenka Trop Skaza à celui de ministre de la Santé et de Gorazd Zmavc, ministre chargé des Slovènes à l'étranger, au sein du gouvernement du Premier ministre Alenka Bratusek a été approuvée par 49 députés sur les 71 présents... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine :

Déclaration commune du G7 sur l'Ukraine



Dans un communiqué commun publié le 3 mars 2014, les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 ainsi que le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso et le président du Conseil européen, Herman van Rompuy, ont condamné les "atteintes manifestes à la souveraineté" de l'Ukraine et ont demandé à la Russie de régler ses différends avec l'Ukraine par des négociations directes ou en mettant en place une mission de médiation commune sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ils ont appelé les parties en présence à faire preuve de "responsabilité" afin de réduire les tensions et ont décidé de "suspendre provisoirement" leur "participation aux activités liées à la préparation du sommet du G8 prévu à Sotchi en juin, jusqu'à ce que le climat redevienne propice à des discussions constructives au G8... [Lire la suite](#)

La Suisse, l'Autriche et le Liechtenstein gèlent les avoirs de Ianoukovitch



L'Autriche, la Suisse et le Liechtenstein ont décidé d'attaquer au portefeuille le président ukrainien déchu Viktor Ianoukovitch et son clan. Vienne a annoncé le 28 février 2014 avoir gelé les avoirs de 18 Ukrainiens soupçonnés d'atteintes aux droits de l'Homme et de corruption, sans divulguer leurs noms. Le gouvernement suisse a publié le même jour une ordonnance gelant des avoirs de 20 responsables ukrainiens, en majorité des ministres déchus du précédent gouvernement ainsi que ceux du président destitué Viktor Ianoukovitch et de son fils Alexandre. Le Liechtenstein a publié une ordonnance identique à celle de Berne, avec la même liste... [Lire la suite](#)

Inquiétude des ministres de la Défense de l'OTAN autour de l'Ukraine



Le Conseil de l'Atlantique Nord, réuni le 2 mars 2014, a demandé le déploiement d'observateurs internationaux pour résoudre la crise pacifiquement et appelé la Russie à retirer ses troupes, tout en maintenant la porte ouverte au dialogue avec Moscou. Le Conseil a ainsi indiqué que l'OTAN continuera d'appuyer la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine ainsi que "le droit de la population ukrainienne de déterminer son propre avenir, sans ingérence extérieure. Le Conseil a conclu sa session en indiquant qu'il comptait ouvrir le dialogue avec la Russie. Les ministres de la Défense des pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) s'étaient rencontrés le 27 février pour exprimer leurs inquiétudes à propos de l'Ukraine... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Nouveau gouvernement et demande d'aide au FMI



Le 27 février 2014, la Chambre des députés ukrainienne, composée de 450 membres, a entériné la nomination d'Arseni Iatseniouk au poste de Premier ministre, par 371 voix. La composition de son gouvernement, constitué de 19 ministres dont une femme, a été approuvée par 331 voix. Le gouvernement a fort à faire sur tous les fronts et notamment économique. Le Fonds monétaire international (FMI) a reçu le 27 février une demande d'aide officielle de l'Ukraine "Les autorités ukrainiennes m'ont informé de leur demande d'assistance du FMI. Nous sommes prêts à y répondre", a déclaré la directrice générale du FMI Christine Lagarde dans un communiqué, annonçant l'envoi d'une mission dans le pays "dans les prochains jours"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine : la Crimée sous contrôle pro-russe, l'Occident fait pression sur Moscou



La crise internationale déclenchée par la menace russe d'intervenir militairement en Ukraine - la plus grave entre l'Occident et la Russie depuis la chute de l'URSS - se poursuit. Les Occidentaux poursuivent les intenses consultations engagées les 1er et 2 mars, durant lesquelles ils ont dénoncé une violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et menacé Moscou de mesures d'"isolement" profondes. Le 1er mars, le président russe Vladimir Poutine a obtenu du Parlement russe le feu vert pour un "recours aux forces armées" en Ukraine, tandis que la situation se dégradait rapidement en Crimée et dans d'autres régions pro-russes gagnées à leur tour par des turbulences séparatistes. Les 28 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se réunissent le 3 mars à Bruxelles. L'OSCE devrait envoyer en Ukraine une mission d'observateurs de l'OSCE... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Eurostat :

Le taux de chômage à 12% dans la zone euro et à 10,8% dans l'UE



Le 28 février 2014, Eurostat a indiqué que le taux de chômage pour le mois de janvier 2014 s'établissait à 12% pour la zone euro et à 10,8% dans l'Union européenne. Cela représente 26,231 millions d'hommes et de femmes au chômage dans l'Union européenne dont 19,175 millions dans la zone euro. Les pays les plus fragilisés sont la Grèce (28% en novembre 2013) et l'Espagne (25,8%) Les pays affichant les plus bas taux sont l'Autriche (4,9%), l'Allemagne (5%) et le Luxembourg (6,1%)... [Lire la suite](#)

Un taux d'inflation de 0,8% dans la zone euro

Le 28 février 2014, Eurostat a indiqué que l'inflation dans la zone euro restait stable en février 2014, s'inscrivant à 0,8%. Les principales composantes de l'inflation sont l'alimentation, les boissons alcoolisées



et le tabac avec un taux annuel de 1,5%, les services avec 1,3%, les biens industriels hors énergie à 0,6%, et l'énergie à -2,2%... [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

Les Européens se prononcent en faveur de la lutte contre le changement climatique



D'après un sondage Eurobaromètre spécial sur le changement climatique publié le 3 mars 2014, quatre citoyens européens sur cinq reconnaissent que la lutte contre le changement climatique et l'amélioration de l'efficacité énergétique sont susceptibles de dynamiser l'économie et l'emploi. Ce résultat est légèrement supérieur à celui obtenu lors du dernier sondage, réalisé en 2011, dans le cadre duquel 78 % des personnes interrogées étaient de cet avis... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Qualité de vie : les villes européennes dominent le classement mondial



Trois des cinq villes les plus populaires au monde (d'après le classement annuel "Quality of living survey", publié en février) se situent en Europe. Vienne caracole en tête, suivie de Zürich, Auckland, Munich et Vancouver. La ville la moins bien classée du continent est Tbilissi, en Géorgie. Trois villes allemandes (Munich, Düsseldorf et Francfort) figurent au top des classements annuels, ce qui fait de la République fédérale le pays le plus coté au monde en la matière. "Les villes européennes jouissent d'une excellente qualité de vie comparée à celles d'autres régions", a commenté Slagin Parakatil, analyste senior à l'institut Mercer, qui a élaboré le classement. "La santé, les infrastructures et l'offre de loisirs sont généralement de très haut niveau"... [Lire la suite](#)

La coopération des pays du nord, moteur de la constitution d'une défense européenne?



Dans une étude sur la défense européenne de Hanna Ojanen, chercheuse à l'Association d'études politiques trans-européennes (Trans European Policy Studies Association, TEPSA) publiée en février 2014, l'auteur défend la thèse selon laquelle la coopération des pays du nord de l'Europe pourrait être moteur d'une plus grande intégration européenne en matière de défense. D'après l'auteur, comme les pays du nord (Danemark, Finlande, Suède, Norvège, Islande) ont créé ensemble l'organisation de coopération NORDEFECO en 2009 et se sont mis d'accord en amont du Conseil européen de défense de décembre sur une vision commune à l'horizon 2020, celle-ci pourrait être déclinée et adaptée à l'Europe dans la mesure où le Conseil européen n'a pas permis d'aboutir à une telle vision commune... [Lire la suite](#)

Publications :

"Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne?"



La documentation française a publié dans sa collection "Réflexe Europe" un ouvrage de Pauline Schnapper intitulé "Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne?". L'auteur s'intéresse à une possible sortie du Royaume-Uni de l'Union, si le référendum promis par le Premier ministre David Cameron devait avoir lieu. Elle revient d'abord sur les relations agitées de l'Union et du Royaume-Uni, depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Elle pointe aussi du doigt l'importance souvent "sous-estimée" des contributions du Royaume-Uni à l'Union européenne, ainsi que la force des liens qu'il a développés avec ses voisins européens. Enfin, dans sa dernière partie, l'auteur rassemble les éléments qui restent en suspens et qui détermineront la sortie ou non du Royaume-Uni de l'Union. Elle y énumère ensuite les conséquences d'une éventuelle sortie pour l'Union et pour le Royaume-Uni... [Lire la suite](#)

Culture :

Les muses de Feuerbach - les mannequins de Lagerfeld

La Kunsthalle de Hambourg se penche sur les femmes en tant que muses, à travers la juxtaposition de tableaux du peintre allemand du



XIXème siècle, Anselm Feuerbach, et de photos inédites du créateur de mode, Karl Lagerfeld. L'exposition montre plus de 40 oeuvres de Feuerbach face à des photographies en noir et blanc du créateur Karl Lagerfeld. Tous deux sont à la recherche d'une beauté classique et intemporelle. L'exposition est ouverte jusqu'au 15 juin 2014... [Lire la suite](#)

"Odilon Redon" à Bâle



La Fondation Beyeler à Bâle consacre jusqu'au 18 mai 2014 une exposition à l'oeuvre d'Odilon Redon (1840-1916). L'oeuvre de ce représentant majeur du symbolisme français marque la jonction entre le XIXe et le XXe siècles et est déterminée par l'interaction entre tradition et innovation... [Lire la suite](#)

Carnaval en Allemagne



Qu'on l'appelle "Karneval" (Rhénanie), " Fastnacht" (Souabe) ou "Fasching" (Bavière), le carnaval, en Allemagne, c'est sacré. Il commence toujours un jeudi, le jeudi des femmes. Le carnaval culmine lundi (Rosenmontag), à la veille du mardi gras. C'est ce jour-là qu'auront lieu les grands défilés de chars bigarrés et le grand défilé populaire. À Cologne, en particulier, le carnaval est toujours l'occasion d'une satire politique mordante. À partir de mercredi, tout rentrera dans l'ordre. Le monde retrouvera ses hiérarchies et chacun son costume de ville. Dans la tradition chrétienne, le mercredi des Cendres marque la fin du carnaval mais aussi le début du Carême - une période de jeûne de quarante jours qui prépare Pâques... [Lire la suite](#)

Fernand Leger: reconstruire le réel



Le Musée national Fernand Léger de Biot (Alpes-Maritimes) propose jusqu'au 2 juin 2014 une exposition intitulée "Reconstruire le réel". Peintre défini comme "réaliste", Fernand Léger a travaillé dès les années vingt à l'association des formes et au jeu des contrastes, des échelles et de la décontextualisation avant de se tourner vers le biomorphisme. Distincte de celle du mouvement surréaliste, l'oeuvre de Fernand Léger y reste cependant liée. C'est ce lien, ces "similitudes" et "connivences" que l'exposition se propose d'étudier... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



3 mars
Bruxelles
Conseil Environnement

Bruxelles
Conseil "Affaires étrangères"



3 et 4 mars
Bruxelles
Conseil "Justice et Affaires intérieures"



4 mars
Bruxelles
Conseil "Transports, télécommunications et énergie"



6 mars
Francfort/Main
Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Antonello Cadinu, Claire Darmé, Raphaël Frison, Salomé Larcher, Jelena Isailovic, Victoria de Posson

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}